

Avortement sûr et accessible à toutes en Europe : une avancée, le combat continue !

Le Parlement européen a approuvé une initiative citoyenne européenne visant à faciliter l'accès à l'avortement en Europe par la mise en place d'un mécanisme volontaire de solidarité financière entre États membres. Et ceci malgré l'opposition de la droite et de l'extrême-droite européenne. Pour l'Union syndicale Solidaires, cette avancée est le fruit de mobilisations féministes et syndicales.

Le texte adopté dans le cadre de l'initiative « Ma voix, mon choix », va conduire à la mise en place d'un mécanisme financier aidant les États membres à fournir une possibilité d'avorter sans risque à toutes celles qui n'y ont pas accès. C'est une réponse concrète à l'urgence, même si elle reste insuffisante.

L'Union syndicale Solidaires rappelle que l'avortement est un droit fondamental qui doit faire l'objet d'une inscription explicite dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. C'est la garantie durable contre les reculs réactionnaires à l'œuvre dans de nombreux pays, la montée des forces d'extrême droite et les attaques répétées contre les droits sexuels et reproductifs.

Nous partageons la vive inquiétude exprimée face au recul des droits des femmes et de l'égalité de genre en Europe et dans le monde. Les offensives des mouvements réactionnaires et anti-genre visent à remettre en cause des droits conquis de haute lutte. L'Union syndicale Solidaires les combat sans ambiguïté.

L'initiative citoyenne « Ma voix, mon choix », qui a recueilli plus de 1,2 million de signatures dans l'Union européenne, démontre que les populations refusent ces reculs et exigent des institutions européennes qu'elles prennent leurs responsabilités.

Nous continuerons à nous battre pour que ce droit soit accompagné des moyens pour l'exercer concrètement. Cela passe par la réouverture de centres d'IVG fermés, contre les politiques d'austérité qui affaiblissent le système de santé et contre la baisse des subventions aux associations.

La Commission européenne a désormais jusqu'à mars 2026 pour annoncer les suites qu'elle entend donner à cette décision. L'Union syndicale Solidaires sera vigilante, nous continuerons à nous mobiliser, aux côtés des associations féministes, des collectifs, des syndicats et des mouvements sociaux, pour que le droit à l'avortement soit garanti partout en Europe et dans le monde, sans condition de ressources, de nationalité ou de lieu de résidence.

Le combat n'est pas terminé. Tant qu'une seule femme verra son droit à l'avortement remis en cause, nous continuerons à nous battre, ensemble, avec détermination et solidarité.

Notre corps, nos choix, nos droits : en Europe, dans le monde, maintenant.